

## Rencontre avec la réalité espagnole

(1st June 2015) Dans le cadre d'un voyage organisé par l'EPSU (la fédération européenne des syndicats des services publics), plusieurs « responsables communication » de pays aussi divers que la Norvège, la Lituanie, Chypre ou encore l'Italie, ont eu l'occasion de partir à Madrid. Au programme : rencontre avec des organisations syndicales locales ainsi que des travailleurs, pour une véritable prise de conscience des réalités sociales.

Si Madrid est connue de tous pour son « Museo Nacional del Prado » ou son « Parque Del Retiro », il est à parier que beaucoup ignorent le combat quotidien que mènent les syndicats et les travailleurs afin de garantir les acquis sociaux.

Durant ce voyage, deux rencontres ont mis en exergue la fragilité du système social espagnol. La première a été avec des travailleurs qui risquent la prison pour... avoir manifesté et la seconde avec des syndicalistes du secteur des soins de santé qui se battent contre la privatisation croissante en Espagne.

« ***C'est la première fois que je vois cela en cinquante ans de syndicalisme***  
»

A Getafe, dans la banlieue de Madrid, l'inquiétude gagne 8 travailleurs d'Airbus EADS-CASA. Ces derniers risquent jusqu'à 8 ans de prison pour avoir participé à un piquet de grève. Retour sur les faits.

Le 29 septembre 2010, les syndicats espagnols organisaient une grève générale contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement. A Getafe, devant l'usine d'Airbus, un piquet de grève était en place. Très vite, la tension est montée d'un cran et la police est intervenue afin de disloquer le rassemblement. « *Tout le monde était tendu* », se rappelle l'un des travailleurs inculpés, « *et puis, subitement, un policier a sorti son arme et a tiré 7 fois en l'air, à balles réelles. Tout le monde a eu très peur. C'est la première fois, en cinquante ans de syndicalisme, que j'assistais à une scène pareille* ». Finalement, 8 manifestants - tous des employés de chez Airbus qui ont eu des responsabilités syndicales au sein de l'entreprise - ont été accusés d'« attentat contre l'autorité », de « blessures » et d'entrave à la liberté du travail.

« J'avais 60 ans au moment des faits et on m'accuse d'avoir blessé des policiers qui font deux fois ma taille ? », ironise l'un des manifestants.

S'ils gardent malgré tout le sourire, les travailleurs attendent désormais la sentence finale. « Nous attendons une grâce du gouvernement. Au 1er juillet prochain, nous avons un dernier rendez-vous avec le procureur avant le jugement. Mais au-delà de notre cas personnel, cette histoire est avant tout une attaque contre les droits syndicaux. Le but est d'interdire n'importe quelle manifestation sociale. Il est temps de se réveiller ! »

Car comme **Astrid Menasanch Tobieson** l'affirmait dans une lettre adressée aux médias suédois : « L'Espagne, dans peu de temps, empruntera le chemin qui mène d'une démocratie ouverte à ce qui risque de devenir une démocratie fasciste et autoritaire. »

Malgré tout, la mobilisation syndicale porte ses fruits

A Madrid, les syndicats ne baissent cependant pas les bras. Un seul exemple ? Les syndicats du secteur des soins de santé.

Les soins de santé sont mis à mal ces dernières années par une volonté farouche du parti populaire de privatiser tout hôpital ou centre de soins pas assez rentable. La preuve ? Le parti de Mariano Rajoy a lancé un programme en 2012 visant à privatiser 6 hôpitaux publics et 27 centres de soins. Ce programme aurait notamment entraîné la fermeture d'un centre de cardiologie réputé.

Face à ce projet, qu'une grande partie de la population n'approuvait pas, une « marée blanche » s'est formée, composée de professionnels du secteur, de syndicats, d'activistes et d'organisations. Le mouvement a alors organisé plusieurs manifestations, notamment devant les hôpitaux. Il a ensuite durci le ton en lançant une grève générale de 7 jours. Finalement, le parti populaire a dû renoncer à son projet face la forte opposition à la privatisation, y compris dans l'électorat du PP.

Mais le combat est loin d'être fini. A Valence, par exemple, la privatisation s'installe doucement comme le modèle de référence tandis que les coupes budgétaires et les restrictions de personnel dans les soins de santé sont nombreuses et diminuent la qualité des services rendus dans les établissements publics.

*Texte: Loïc Dechène, CSC Services publics, Belgium*

- [Log in](#) to post comments
- [Printer-friendly version](#)

Networks

[Journalists](#)